




<div>  <div>Public Works and Government Services Canada</div> </div>		Travaux publics et Services gouvernementaux Canada		N° du documentA2301-150612/A		Part - Partie 1 of - de 2 See Part 2 for Clauses and Conditions Voir Partie 2 pour Clauses et Conditions	
Item Article	Description	Dest. Code Dest.	Inv. Code Fact.	Qty Qté	U. of I. U. de D.	Unit Price/Prix unitaire FOB/FAM Destination	Plant/Usine Del. Offered Liv. offerte
1	ENTRETIEN RÉSEAU ÉLECTRIQUE LAC-RA PIDE	A2301	A2301	1	LOT	\$XXXXXXXXXXXX	VOIR DOC

Solicitation No. - N° de l'invitation

A2301-150612/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

QCW-5-38047

Buyer ID - Id de l'acheteur

qcw028

Client Ref. No. - N° de réf. du client

A2301-150612

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

Page laissée blanche volontairement

Standing Offer No – N° de l'off. à comm.

A2301-150612/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

E6QUE-15-0612

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

QCW-5-38047

Id de l'acheteur - Buyer ID

qcw028

---

### **AVIS IMPORTANT AUX OFFRANTS**

#### **Marché réservé aux entreprises autochtones**

Ce marché est réservé aux entreprises autochtones en vertu de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones (SAEA), une initiative du gouvernement fédéral

#### **Appuyer le recours aux apprentis**

Dans son Plan d'action économique de 2013, le gouvernement du Canada propose de soutenir l'embauche d'apprentis dans le cadre des projets de construction et d'entretien du gouvernement fédéral. Pour appuyer cette initiative, une attestation volontaire signalant que le fournisseur s'engage à embaucher et former des apprentis est disponible à l'annexe F.

---

## **TABLE DES MATIÈRES**

### **TITRE : OCIR - ENTRETIEN DE RÉSEAU DE DISTRIBUTION ÉLECTRIQUE - LAC RAPIDE**

#### **PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

- 1.1 Introduction
- 1.2 Sommaire
- 1.3 Marché réservé aux entreprises autochtones
- 1.4 Compte rendu

#### **PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS**

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Présentations des offres
- 2.3 Demandes de renseignements - DOC
- 2.4 Lois applicables
- 2.5 Respect de lois applicables

#### **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES**

- 3.1 Instructions pour la préparation des offres

#### **PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

- 4.1 Procédures d'évaluation
- 4.2 Méthode de sélection

#### **PARTIE 5 - ATTESTATIONS**

- 5.1 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes

#### **PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

##### **6A. OFFRE À COMMANDES**

- 6A.1 Offre
- 6A.2 Clauses et conditions uniformisées
- 6A.3 Durée de l'offre à commandes
- 6A.4 Responsables
- 6A.5 Utilisateurs désignés
- 6A.6 Procédures pour les commandes subséquentes
- 6A.7 Instrument de commande
- 6A.8 Limite des commandes subséquentes
- 6A.9 Limitation financière - totale
- 6A.10 Ordre de priorité des documents
- 6A.11 Attestations
- 6A.12 Lois applicables
- 6A.13 Évaluation de rendement

---

## **6B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

- 6B.1 Énoncé des travaux
- 6B.2 Clauses et conditions uniformisées
- 6B.3 Durée du contrat
- 6B.4 Paiement
- 6B.5 Instructions pour la facturation
- 6B.6 Clauses du *Guide des CCUA*
- 6B.7 Assurances
- 6B.8 Rapport volontaire d'apprentis employés pendant les contrats

### **Liste des annexes :**

Annexe A - Énoncé des travaux

Annexe B – Base de paiement

Annexe C - Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones

Annexe D – Attestation d'assurance

Annexe E - Liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs de l'offrant

Annexe F - Attestation volontaire à l'appui du recours aux apprentis

Annexe G - Rapport volontaire d'apprentis employés pendant les contrats

---

## TITRE : ENTRETIEN ET RÉPARATION DU RÉSEAU ÉLECTRIQUE – LAC RAPIDE

### PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

#### 1. Introduction

Le modèle de la demande d'offre à commandes (DOC) comporte sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des offrants: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;
- Partie 3 Instruction pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations: comprend les attestations à fournir;
- Partie 6 6A, Offre à commandes, et 6B, Clauses du contrat subséquent:
- Partie 6A : contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables.
- Partie 6B : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, les attestations, les exigences relatives de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones (SAEA) et toute autre annexe.

#### 1.2 Sommaire

Fournir, au fur et à mesure des besoins pour le compte du Ministère des Affaires autochtones et Développement du Nord Canada, la main d'œuvre qualifiée, l'expertise, les matériaux, le transport, l'outillage, l'équipement, les accessoires et toutes autres fournitures ou connaissances nécessaires à l'exécution des travaux afin d'effectuer l'entretien et la réparation des réseaux de distribution électrique de la communauté de Lac Rapide. Les réseaux sont des réseaux 4160/2400V 3P.

Le travail à effectuer comprend, sans s'y limiter, l'installation et/ou le remplacement des articles suivants: poteaux, lignes primaires et secondaires, haubans, traverses, isolateurs, transformateurs, disjoncteurs et sectionneurs, mise à la terre et parafoudre incluant la sous-station. Le tout devra être exécuté selon les normes d'Hydro-Québec et les clauses et conditions de l'offre à commandes.

La période de l'offre à commandes est **du 1<sup>er</sup> décembre 2015 jusqu'au 30 novembre 2016** avec la possibilité prolonger l'offre à commandes pour **deux périodes supplémentaires d'une durée d'une année chacune** (à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2016 jusqu'au 30 novembre 2017 puis du 1<sup>er</sup> décembre 2017 au 30 novembre 2018).

Conformément à l'article 01 des instructions uniformisées [2006](#) des dispositions relatives à l'intégrité, les offrants doivent fournir une liste de tous les propriétaires et(ou) administrateurs et toute autre documentation connexe, au besoin. Consulter la section [4.21](#) du Guide des approvisionnements pour en savoir plus sur les dispositions relatives à l'intégrité.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

### 1.3 **Marchés réservés dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones (SAEA), une initiative du gouvernement fédéral**

1. Ce marché est réservé dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones du gouvernement fédéral. Pour de plus amples renseignements concernant les exigences requises des entreprises autochtones conformément au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones, consulter l'Annexe 9.4 du Guide des approvisionnements. Les soumissionnaires doivent remplir et signer l'attestation intitulée « Attestation aux fins du Programme des marchés réservés aux entreprises autochtones », qui se trouve à l'annexe « C ». **Le défaut de fournir l'attestation dûment remplie avec la soumission aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.**

2. En signant l'attestation, le soumissionnaire atteste que son entreprise jouit du statut d'entreprise autochtone en vertu de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones (SAEA).

3. Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires durant la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée non recevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

### 1.4 **Compte rendu**

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.



---

## **PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS**

### **2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées**

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

2006 (2015-07-03) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

### **2.2 Présentation des offres**

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

Travaux Publics et Services gouvernementaux Canada  
601-1550 D'Estimauville,  
Québec, Québec, G1J0C7

**Les offres transmises par télécopieur seront également acceptées. Le numéro de télécopieur est le 418-648-2209.**

En raison du caractère de la demande d'offre à commandes, les offres transmises par courrier électronique à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

### **2.3 Demandes de renseignements - DOC**

Toute demande de renseignements sur l'appel d'offres doit être présentée par écrit à [steve.simoneau@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:steve.simoneau@tpsgc-pwgsc.gc.ca), le responsable de l'offre à commandes, au moins 5 jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrants.

### **2.4 Lois applicables**

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur au Québec, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom

---

de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

## **2.5 Respect des lois applicables**

- A. En présentant une offre, l'offrant atteste qu'il a en sa possession toutes les licences valides, permis, inscription, attestation, déclarations, dépôt, ou autres autorisations requises pour satisfaire à toutes les lois et tous les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux qui s'appliquent à la présentation de l'offre et à l'établissement de tout contrat subséquent à l'offre à commandes portant sur l'exécution des travaux.
- B. Aux fins de vérification des exigences mentionnées à l'alinéa A. de la présente clause, l'offrant doit, sur demande, fournir une copie de chaque licence, permis, inscription, attestation, déclaration, dépôt ou autre autorisation valides indiquée dans la demande, tout en respectant le délai établi pour la présentation de ces documents.
- C. Le non-respect des exigences exprimées à l'alinéa B. de la présente clause donnera lieu au rejet de l'offre.

---

### **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES**

#### **3.1 Instructions pour la préparation des offres**

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I :        offre financière (1 copie papier)

Section II:        attestations (1 copie papier)

##### **Section I :        Offre financière**

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B – Base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

##### **i)        Paiement par carte de crédit**

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- a)        (   )   les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

- VISA \_\_\_\_\_
- Master Card \_\_\_\_\_

- b)        (   )   les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit. L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

##### **Section II:        Attestations**

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

---

## **PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

### **4.1 Procédures d'évaluation**

- a) Les offres reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin dans la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.

#### **4.1.1 Critère obligatoire**

- 4.1.1.1** Ce marché est réservé aux entreprises autochtones en vertu du Programme des marchés réservés aux entreprises autochtones du gouvernement fédéral. Les soumissionnaires doivent remplir et signer l'attestation intitulée « Attestation aux fins du Programme des marchés réservés aux entreprises autochtones », qui se trouve à l'annexe « C ». **Le défaut de fournir l'attestation dûment remplie avec la soumission aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.**

- 4.1.1.2** À la fermeture des soumissions, l'offrant doit démontrer détenir une licence pertinente valide de la Régie du Bâtiment du Québec de la sous-catégorie suivante : **1.7 Entrepreneur en télécommunication, transport, transformation et distribution d'énergie électrique.**

#### **4.1.2 Évaluation financière**

##### **4.1.2.1 Critère financier obligatoire à la fermeture des soumissions**

L'offrant doit présenter des taux horaires fermes tout compris et de majoration en conformité et selon le format utilisé dans la Base de paiement, à l'Annexe B, FAB destination pour les services, excluant la TPS ou la TVH, mais incluant tous les droits de douane et toutes les taxes d'accise applicables

Clause du Guide des CCUA [M0220T](#) (2013-04-25), Évaluation du prix

##### **4.1.2.2 Méthode d'évaluation**

Le prix de l'offre sera évalué en dollars canadiens, excluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens. Le prix de l'offre sera calculé en établissant un montant total d'évaluation. Ce montant sera calculé en additionnant les montants d'évaluation de chacune des périodes.

Pour fins d'évaluation seulement, le poids de chacun des taux demandés sera réparti comme suit :

- Appel de service 1 employé - monteur de lignes première classe	2%
- Appel de service 2 employés dont un monteur de lignes première classe	25%
- Appel de service 3 employés dont un monteur de lignes première classe	1%
- Heures régulières 1er employé - monteur de lignes première classe	30%
- Heures régulières 2ième employé	25%
- Heures régulières 3ième employé	1%
- Heures supplémentaires 1er employé - monteur de lignes première classe	5%
- Heures supplémentaires 2ième employé	4%
- Heures supplémentaires 3ième employé	1%

Standing Offer No – N° de l'off. à comm.

A2301-150612/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

E6QUE-15-0612

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

QCW-5-38047

Id de l'acheteur - Buyer ID

qcw028

- Heures un jour férié 1er employé - monteur de lignes première classe	1%
- Heures un jour férié 2ème employé	1%
- Heures un jour férié 3ième employé	1%
- Majoration sur matériel	2%
- Majoration sur sous-traitance - location	1%
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>

Le montant d'évaluation de chacune des périodes sera calculé en additionnant les éléments ci-dessous.

La somme de chacun des items 1.1 - 1.2 - 1.3 mentionnés à l'Annexe "B" - Base de Paiement:  
Le pourcentage d'utilisation de la valeur monétaire prévue (prévisions de 90,000.00\$/an) de l'offre à commandes divisé par le taux de l'appel de service le moins élevé de tous les offrants multiplié par le taux de l'appel de service soumis par l'offrant évalué à chacun de ces items;

+ La somme de chacun des items 2.1 - 2.2 - 2.3 mentionnés à l'Annexe "B" - Base de Paiement:  
Le pourcentage d'utilisation de la valeur monétaire prévue (prévisions de 90,000.00\$/an) de l'offre à commandes divisé par le taux horaire le moins élevé de tous les offrants multiplié par le taux horaire soumis par l'offrant évalué à chacun de ces items;

+ La somme de chacun des items 5.1 mentionné à l'Annexe "B" - Base de Paiement:  
Le taux de majoration des matériaux et pièces multiplié par 2 % de la valeur monétaire prévue (prévisions de 90,000.00\$/an) de l'offre à commandes.

+ La somme de chacun des items 5.2 mentionné à l'Annexe "B" - Base de Paiement:  
Le taux de majoration des matériaux et pièces multiplié par 1 % de la valeur monétaire prévue (prévisions de 90,000.00\$/an) de l'offre à commandes.

= montant d'évaluation d'une période

No	A Description	B % d'utilisation	C Le pourcentage d'utilisation de 90,000.00\$/an	D Taux du plus bas offrant	E Le pourcentage d'utilisation de 90,000.00\$/an divisé par le taux le moins élevé E=(C/D)	F Taux période initiale soumis par l'offrant 1	G Montant d'évaluation période initiale pour l'offrant 1 G=(ExF)	H Taux période initiale soumis par l'offrant 2	I Montant d'évaluation période initiale pour l'offrant 2 I=(ExH)
1.1	Appel de service 1 employé - monteur de lignes première classe	2	\$1,800.00	\$50.00	\$36.00	\$50.00	\$1,800.00	\$65.00	\$2,340.00
1.2	Appel de service 2 employés dont un monteur de lignes première classe	25	\$22,500.00	\$70.00	\$321.43	\$70.00	22,500.10\$	\$85.00	\$27,321.55\$
1.3	Appel de service 3 employés dont un monteur de lignes première classe	1	\$900.00	\$90.00	\$100.00	\$90.00	\$900.00	\$95.00	\$950.00
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2.	Période initiale								
2.1	Service Horaire - Période	30	\$27,000.00	\$50.00	\$540.00	\$50.00	\$27,000.00	\$75.00	\$40,500.00

Standing Offer No – N° de l'off. à comm.  
A2301-150612/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E6QUE-15-0612

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
QCW-5-38047

Id de l'acheteur - Buyer ID  
qcw028

	initiale Pendant les heures régulières (entre 07H00 et 18H00 du lundi au vendredi) -1er employé - monteur de lignes première classe								
	Service Horaire - Période initiale Pendant les heures régulières (entre 07H00 et 18H00 du lundi au vendredi) -2e employé	25	\$22,500.00	\$50.00	\$450.00	\$50.00	\$22,500.00	\$60.00	\$27,000.00
	Service Horaire - Période initiale Pendant les heures régulières (entre 07H00 et 18H00 du lundi au vendredi) -3e employé	1	\$900.00	\$50.00	\$18.00	\$50.00	\$900.00	\$60.00	\$1080.00
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2.2	Heures supplémentaires 1er employé - monteur de lignes première classe	5	\$4,500.00	\$60.00	\$75.00	\$60.00	\$4,500.00	\$65.00	\$4,875.00
	Heures supplémentaires 2ième employé	4	\$3,600.00	\$50.00	\$72.00	\$50.00	\$3,600.00	\$60.00	\$4,320.00
	- Heures supplémentaires 3ième employé	1	\$900.00	\$50.00	\$18.00	\$50.00	\$900.00	\$60.00	\$1080.00\$
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2.3	Heures un jour férié 1er employé - monteur de lignes première classe	1	\$900.00	\$60.00	\$15.00	\$60.00	\$900.00	\$75.00	\$1,125.00
	- Heures un jour férié 2ième employé	1	\$900.00	\$50.00	\$18.00	\$50.00	\$900.00	\$60.00	\$1,080.00
	Heures un jour férié 3ième employé	1	\$900.00	\$50.00	\$18.00	\$50.00	\$900.00	\$60.00	\$1,080.00
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5.1	Matériaux et pièces de rechange	2%	\$1,800.00	15%	\$270.00\$	15%	\$270.00\$	20%	\$360.00
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5.2	Location d'équipements spécialisés et travaux connexes	1	\$900.00	10%	\$990.00	10%	\$990.00	15%	\$1,035.00
<b>TOTAL</b>		<b>100</b>	<b>\$90,000.00</b>				<b>88,560.10\$</b>		<b>114,146.55\$</b>

Le montant total d'évaluation sera donc la somme du montant d'évaluation de la période initiale additionnée avec le montant d'évaluation de chacune des années optionnelles.

#### 4.2. Méthode de Sélection

Le prix d'une offre sera calculé en établissant un montant total d'évaluation. Ce dernier sera calculé en additionnant les montants d'évaluation de chacune des périodes de l'offre à commandes (du 1<sup>er</sup> décembre 2015 jusqu'au 30 novembre 2016, du 1<sup>er</sup> décembre 2016 jusqu'au 30 novembre 2017 (1<sup>ere</sup> année d'option) puis du 1<sup>er</sup> décembre 2017 au 30 novembre 2018 2<sup>e</sup> année d'option)).

Parmi les offres recevables, le soumissionnaire qui obtiendra le plus bas montant total d'évaluation, selon les quantités et les valeurs approximatives mentionnées dans la présente, sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes. Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, FOB destination pour les biens, incluant la taxe d'accise et les droits de douane canadiens.

---

## **PARTIE 5 - ATTESTATIONS**

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut, à remplir l'une de ses obligations prévues dans le cadre de tous contrats subséquents, s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre peut être déclarée non recevable ou pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes constituer un manquement aux termes du contrat.

### **5.1 Attestations préalables à l'émission de l'offre à commandes**

#### **5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - renseignements connexes**

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité – offre, des instructions uniformisées [2006](#). Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques. Remplir l'Annexe E à cet effet.

#### **5.1.2 Marchés réservés aux entreprises autochtones**

1. Ce marché est réservé aux entreprises autochtones en vertu du Programme des marchés réservés aux entreprises autochtones du gouvernement fédéral. Les offrants doivent remplir et signer le document intitulé « Attestation aux fins du Programme des marchés réservés aux entreprises autochtones », qui se trouve à l'annexe C.
2. En signant l'attestation à l'annexe C, l'offrant atteste que son entreprise jouit du statut d'entreprise autochtone en vertu du Programme des marchés réservés aux entreprises autochtones.

#### **5.1.3 Catégorie d'employé**

L'offrant devra offrir les services des catégories de personnes qui possèdent les niveaux de compétence appropriés à chaque tâche, comme défini dans la section Étendue des travaux de chaque commande directe.

#### **5.1.4 Liste des employés**

À la demande du Canada, l'offrant devra fournir une liste intégrale des noms de chaque personne qui doit être affectée à un projet assujéti à une commande directe de services dans les 24 heures suivant la réception de la commande subséquente.

---

## **PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

### **6A OFFRE À COMMANDES**

#### **6A.1 Offre**

**6A.1.1** L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe "A".

#### **6A.2 Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

##### **6A.2.1 Conditions générales**

2005 (2015-07-03), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

#### **6A.3 Durée de l'offre à commandes**

##### **6A.3.1 Période de l'offre à commandes**

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées et les services être rendus du **1<sup>er</sup> décembre 2015 au 30 novembre 2016** inclusivement.

##### **6A.3.2 Offre à commandes - Prolongation**

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour **deux périodes supplémentaires d'une année chacune**, respectivement à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2016 jusqu'au 30 novembre 2017 puis du 1<sup>er</sup> décembre 2017 au 30 novembre 2018, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes 30 jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

#### **6A.4 Responsables**

##### **6A.4.1 Responsable de l'offre à commandes**

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Steve Simoneau  
Titre : Agent d'approvisionnement  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements  
Adresse : 601-1550 D'Estimauville  
Téléphone : 418-649-2816  
Télécopieur : 418-648-2209  
Courriel : [steve.simoneau@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:steve.simoneau@tpsgc-pwgsc.gc.ca)



Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

#### **6A.4.2 Représentant du Ministère (sera complété lors de l'adjudication)**

Nom : \_\_\_\_\_

Titre : \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_

Télécopieur : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

#### **6A.4.3 Représentant de l'offrant**

Nom : \_\_\_\_\_

Titre : \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_

Télécopieur : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

#### **6A.5 Utilisateurs désignés**

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est :  
Ministère des Affaires autochtones et Développement du Nord Canada (AADNC)

#### **6A.6 Procédures pour les commandes**

Les commandes subséquentes à l'offre à commandes seront émises de la façon suivante:

##### **Étape 1 :**

Lorsqu'il est nécessaire d'effectuer des travaux en vertu de cette offre à commandes, le Représentant du Ministère contactera par téléphone, télécopieur ou courriel l'offrant. Lors de ce premier contact, le Représentant du Ministère expliquera brièvement la nature de son appel en prenant soin de décrire son problème.

##### **Étape 2 :**

L'offrant devra fournir une estimation des coûts dans un délai de **24 heures** (fin de semaine et jours fériés non inclus). Cette estimation devra comprendre le coût pour la main d'œuvre ainsi que le coût des pièces. Si cela est requis, l'offrant pourra se déplacer sur le site de l'utilisateur désigné afin de procéder à

l'estimation des travaux à effectuer. L'estimation sera soumise sans frais au Représentant du Ministère et ou à son représentant pour autorisation. Le Représentant du Ministère ou son représentant a le droit de refuser que certains travaux soient effectués ainsi que de négocier le nombre d'heures de réparation, si selon cet autorité, l'estimation est considérée élevée. Toute estimation sera valide pour une période de **30 jours**.

**Note :** Lors de la remise de l'estimation au Représentant du Ministère ou son représentant, l'entrepreneur devra s'entendre avec ce dernier sur un délai raisonnable pour l'exécution des travaux.

### **Étape 3 :**

Émission d'une commande subséquente à l'offre à commandes en utilisant l'instrument de commande (voir article 6.A.7 de l'OAC)

#### **6A.7 Instrument de commande**

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes.

#### **6A.8 Limite des commandes subséquentes**

Les commandes individuelles subséquentes à la présente offre à commandes ne doivent pas dépasser **21,000.00\$** (taxes applicables incluses).

#### **6A.9 Limitation financière - totale**

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de **90,000.00\$**, (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisées exclue) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes pour chacune des périodes optionnelles ne doit pas dépasser le montant de **90,000.00\$ / année**, (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisées exclue) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que **75 p. 100** de ce montant est engagé, ou **3 mois avant l'expiration de l'offre à commandes**, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes

#### **6A.10 Ordre de priorité des documents**

En cas d'incompatibilité entre les documents énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure par la suite sur ladite liste.

1. La commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
2. Les articles de l'offre à commandes;
3. Les conditions générales 2005 (2015-07-03), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services;
4. Les conditions générales 2035 (2015-07-03), Conditions générales - besoins plus complexes de services;

5. Annexe "A" - L'énoncé des travaux;
6. Annexe "B" – La base de paiement;
7. Annexe "C" – Attestations relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones
8. L'offre de l'offrant en date du \_\_\_\_\_.

## **6A.11 Attestations**

### **6A.11.1 Conformité**

Le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions d'émission de l'offre à commandes (OC). Les attestations pourront faire l'objet de vérification par le Canada pendant la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au delà de la période de l'OC. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou, à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour manquement et de mettre de côté l'offre à commandes.

### **6A.11.2 Attestation du statut d'entreprise autochtone**

1. L'offrant déclare que l'attestation de conformité à la définition du terme « entreprise autochtone », qui se trouve dans les Exigences relatives au Programme des marchés réservés aux entreprises autochtones, qui a été fournie par l'offrant est exacte et complète.
2. L'offrant doit conserver des dossiers et documents appropriés sur l'exactitude de l'attestation fournie au Canada. L'offrant ne peut disposer, sans avoir obtenu l'autorisation préalable écrite du responsable de l'offre à commandes, des dossiers ou des documents pour une période de six (6) ans commençant à la dernière des dates suivantes : la date du paiement final en vertu du contrat, ou la date du règlement de toute plainte ou de tout litige en suspens. Au cours de cette période, tous les dossiers et documents devront être en tout temps accessibles pour vérification, inspection et examen par les représentants du Canada, qui pourront en tirer des copies ou des extraits. L'offrant fournira toutes les installations nécessaires à ces vérifications, inspections et examens ainsi que tous les renseignements sur les dossiers et les documents que les représentants du Canada lui demanderont.
3. La présente clause ne peut être interprétée de façon à limiter les droits et recours que le Canada pourra par ailleurs avoir en vertu du contrat.

## **6A.12 Lois applicables**

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur au Québec et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

## **6A.13 Évaluation du rendement**

Les offrants doivent noter que le Canada pourrait évaluer le rendement de l'entrepreneur pendant la réalisation des travaux et au moment de leur achèvement. Cette évaluation portera sur la qualité de l'exécution des travaux, les délais d'exécution, la gestion de projet, la gestion du contrat et la gestion de la santé et sécurité. Si le rendement de l'entrepreneur est jugé insatisfaisant, les privilèges lui permettant de présenter des soumissions dans le cadre de travaux ultérieurs pourront être suspendus indéfiniment.

Une version électronique du formulaire [PWGSC-TPSGC 2913](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html), (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>) SELECT - Formulaire du rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur, utilisé pour évaluer le rendement est disponible sur le site Web de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

---

## 6B CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

### 6B.1. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

### 6B.2. Clauses et conditions uniformisées

#### 6B.2.1 Conditions générales - Services

2010C (2015-07-03), Conditions générales – services (complexité moyenne), s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

Pendant toute la durée de l'offre à commandes ainsi que pour toutes commandes subséquentes à l'offre à commandes, l'offrant doit diligemment tenir à jour la liste des noms de tous les individus qui sont administrateurs de l'offrant et envoyer un avis écrit au responsable de l'offre à commandes chaque fois qu'il y a un changement d'administrateur. À la demande du Canada, l'offrant doit également fournir les formulaires de consentement correspondants.

### 6B.3. Durée du contrat

#### 6B.3.1 Période du contrat

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

### 6B.4. Paiement

#### 6B.4.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix unitaires fermes précisés dans l'**annexe B, Base de paiement**. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

#### 6B.4.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* C6000C (2011-05-16), Limite de prix

#### 6B.4.3 Paiement unique

Clause du *Guide des CCUA* H1000C (2008-05-12), Paiement unique

#### 6B.4.4 Clauses du guide des CCUA

**A9117C** (2007-11-30), - T1204 - demande directe du ministère client

**C0710C** (2007-11-30) – Vérification du temps et du prix contractuel

**C0711C** (2008-05-12) – Contrôle du temps

---

#### 6B.4.5 Paiement par carte de crédit

Le(s) carte(s) de crédit suivante(s) sont acceptée(s) : \_\_\_\_\_ et \_\_\_\_\_.  
(sera complété lors de l'adjudication du contrat)

#### 6B.5 Instructions pour la facturation

**6B.5.1** L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément à l'article 12 intitulé "Présentation des factures" des conditions générales 2035, accompagnées du rapport de travail ou billet de livraison. Les factures ne doivent pas être soumises avant que les travaux identifiés dans la facture soient complétés et que tous les rapports sur les demandes de services d'entretien pour les travaux identifiés dans la facture soient reçus par le chargé de projet.

**6B.5.2** L'entrepreneur doit distribuer les factures et rapports comme suit :

- a) **Les originaux et deux (2) copies des factures ainsi que du rapport de travail ou du billet de livraison** doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la **page 1** de l'offre à commandes (adresse de facturation) pour attestation et paiement.

#### 6B.6 Clauses du guide des CCUA

**A9039C** (2008-05-12), Récupération

**A9068C** (2010-01-11), Règlements concernant les emplacements du gouvernement

**B1501C** (2006-06-16), Appareillage électrique

**B7500C** (2006-06-16) Marchandises excédentaires

#### 6B.7 Assurances

Clause du *Guide des CCUA* [G1005C](#) (2008-05-12), Assurances

#### 6B.8 Rapport volontaire d'apprentis employés pendant les contrats

L'entrepreneur devrait compiler et tenir à jour des données sur le nombre d'apprentis ayant été embauchés pour travailler sur le contrat, ainsi que leur métier spécialisé.

L'entrepreneur devrait fournir ces données conformément au format présenté à l'Annexe G. Si aucun apprenti n'a été embauché pendant la durée du contrat, l'entrepreneur devrait soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données devraient être présentées à l'autorité contractante au plus tard six mois après l'octroi du contrat ou à la fin du contrat, selon la première éventualité

---

## ANNEXE A : Énoncé des travaux

### TITRE : ENTRETIEN ET RÉPARATION DU RÉSEAU ÉLECTRIQUE – Lac Rapide

#### 1. ÉTENDUE DES TRAVAUX

Le travail faisant l'objet de la présente offre à commande comprend la fourniture de tous les matériaux, la main-d'œuvre, l'outillage et l'équipement nécessaires à l'entretien et la réparation sur :

Lac Rapide :

- Réseau de distribution d'électricité d'environ 3km monté sur poteaux de bois, certaines sections sont triphasées et d'autres monophasées à une tension de 2400/4160 volts et isolés 25 kV.
- Environ une vingtaine de transformateurs de tension sur le réseau (120/240 volts et 347-600 volts)
- Une sous-station (347/600 volts à 2400/4160 volts).

#### 2. COMMANDE, EXECUTION ET ACCEPTATION DES TRAVAUX

2.1 Les demandes et acceptations des travaux seront effectuées par le représentant du Ministère.

2.2 Répondre à une demande de travaux dans un délai de 24 heures suivant la demande verbale du représentant du Ministère ou à toute autre date mentionnée par ce dernier.

2.3 Le représentant du Ministère fournira à l'entrepreneur un numéro d'ordre, un montant maximum autorisé, ainsi qu'une brève description des travaux lors d'une demande verbale de travaux. Ces renseignements seront subséquemment acheminés par écrit à l'entrepreneur.

2.4 Faire approuver au préalable par le représentant du Ministère, tout travail qui devra être exécuté en dehors des heures régulières ou tout travail excédant le montant maximum autorisé lors de la demande de travaux.

#### 3. QUALITÉ DES TRAVAUX

3.1 Sauf indications contraires, utiliser des matériaux, pièces de rechange neufs et appropriés à l'usage auquel ils sont destinés et assortis aux matériaux et équipements existants. Les pièces de rechange remplacées pourront être exigées par le représentant du Ministère.

3.2 Remplacer dans un délai raisonnable les pièces de rechange entreposées sur les lieux qui ont été utilisées pour les travaux.

3.3 Installer les matériaux, pièces de rechange et équipements selon les instructions des fabricants.

3.4 Exécuter les travaux selon les meilleures méthodes reconnues dans chaque corps de métier.

3.5 Remplacer, à la demande du Ministère, tout personnel ne répondant pas aux exigences de la présente offre à commandes.

3.6 Fournir les garanties des manufacturiers pour les matériaux ou pièces de rechange.

3.7 Garantir la qualité de la main-d'œuvre contre tout défaut d'exécution pour une période minimale de 30 jours à compter de la date de facturation finale.

3.8 Tout appel de service requis pour une réparation de garantie de la main-d'œuvre dans les 30 jours de la date de facturation finale sera au frais de l'Entrepreneur.

#### 4.. RESPONSABILITÉS DE L'ENTREPRENEUR

4.1 Respecter les mesures de sécurité, codes, règlements en vigueur sur l'emplacement des travaux. En cas de conflit entre les dispositions des autorités susmentionnées, suivre la disposition la plus sévère.

4.2 L'entrepreneur sera responsable de tout accident ou dommage causé à la propriété par son personnel ou équipement.

#### 5. QUALIFICATIONS DE L'ENTREPRENEUR

5.1 Pour les fins de la présente offre à commandes, les monteurs de lignes devront avoir les qualifications telles que définies au décret de la construction. Par conséquent, à l'Annexe B, le premier employé soumis devra obligatoirement être un monteur de lignes - Première classe.

5.2 L'entrepreneur devra posséder la licence d'entrepreneur général de la sous-catégorie suivante : **1.7 Entrepreneur en télécommunication, transport, transformation et distribution d'énergie électrique.**

#### 6. TEMPS D'ATTENTE

Le temps d'attente au chantier lorsque des inconvénients majeurs surviennent, tels que la température empêchant le déroulement normal d'un appel de service, s'appliquera au même taux que des items du service horaire de l'annexe "B" selon le cas échéant, pour un maximum de 8 heures par jour entre 07h00 et 18h00.

#### 7. NETTOYAGE

À la fin des travaux, l'entrepreneur devra laisser les lieux dans un état de propreté, exempts de déchets, débris, matériaux, outillage ou équipements, à la satisfaction du représentant du Ministère.

#### 8. CONSULTATION

Le service horaire peut comprendre des consultations téléphoniques et des services de conseils aux opérateurs directement sur le site.

Standing Offer No – N° de l'off. à comm.  
A2301-150612/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E6QUE-15-0612

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
QCW-5-38047

Id de l'acheteur - Buyer ID  
qcw028

---

## ANNEXE B : BASE DE PAIEMENT

Par la présente, je/nous, l'offrant s'engage, à la demande du responsable de l'offre à commandes, au cours de la période de l'offre à commandes, à calculer le coût des projets individuels sur la base des taux horaires fixes suivants (taxes applicables en sus) en conformité avec l'information fournie dans les tableaux de prix ci-dessous.

À moins d'approbation écrite contraire par le responsable de l'offre à commandes, je/nous, l'offrant, promets (promettons) :

- a) D'engager seulement ces catégories de personnes qui possèdent les niveaux de compétence appropriés à chaque tâche, tel que défini dans la section Énoncé des travaux de chaque commande subséquente.
- b) De calculer au prorata le temps réel travaillé, lorsque le travail est effectué en fonction de la méthode des taux horaires, est d'une durée inférieure à une heure.
- c) De fournir une liste intégrale des noms de chaque personne qui doit être affectée à un projet assujetti à une commande subséquente de services.

Signature de l'offrant:

\_\_\_\_\_

Nom: \_\_\_\_\_

Titre: \_\_\_\_\_

Les offres pour la présente demande d'offre à commandes sont basées sur des prix unitaires comprenant toutes les sommes que l'entrepreneur estimera justes et raisonnables pour couvrir ses frais généraux, profits et dépenses imprévues qui peuvent se révéler nécessaires au cours de l'exécution des travaux.

Tel qu'indiqué à l'article 3 de la Partie 7 - Offre à commandes et clauses du contrat subséquent, section A - Offre à commandes:

- La période initiale de l'offre à commande est à partir de l'émission de l'offre à commandes pour se terminer une (1) année plus tard.
- La période optionnelle de l'offre à commande sera une possibilité de deux années à partir de la fin de la période initiale.

Les offres sont basées sur les prix unitaires suivants :



Standing Offer No – N° de l'off. à comm.  
A2301-150612/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E6QUE-15-0612

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
QCW-5-38047

Id de l'acheteur - Buyer ID  
qcw028

## **Tableaux des prix (Base de paiement)**

### **1. Appel de service**

Les appels de service doivent inclure tous les frais relatifs au transport aller et retour (à partir du lieu de travail de la compagnie jusqu'à la communauté Lac Rapide), tels que l'utilisation de véhicules, le salaire des employés pendant le trajet, gîtes et couverts requis.

Item	Description	Prix ferme Période initiale \$/appel de service	Prix ferme 1ère année d'option \$/appel de service	Prix ferme 2ième année d'option \$/appel de service
1.1	Avec 1 employé (un monteur de lignes, première classe)	_____ \$	_____ \$	_____ \$
1.2	Avec 2 employés (incluant un monteur de lignes, première classe)	_____ \$	_____ \$	_____ \$
1.3	Avec 3 employés (incluant un monteur de lignes première classe)	_____ \$	_____ \$	_____ \$

Responsable à contacter 24 heures par jour en cas d'urgence, en dehors des heures régulières :

Nom: \_\_\_\_\_ No tél.: \_\_\_\_\_ (cellulaire)

Services d'urgence : \_\_\_\_\_

### **2. Service Horaire - Période initiale**

	1er employé (un monteur de lignes première classe)	AIDE #1	AIDE #2
2.1 Pendant les heures régulières (entre 07H00 et 18H00 du lundi au vendredi)	\$ _____/hre	\$ _____/hre	\$ _____/hre
2.2 En dehors des heures régulières (entre 00H00 et 07H00 et entre 18H00 et 24H00 du lundi au vendredi)	\$ _____/hre	\$ _____/hre	\$ _____/hre
2.3 En dehors des jours réguliers de travail (samedi, dimanche et fêtes Légales)	\$ _____/hre	\$ _____/hre	\$ _____/hre

Standing Offer No – N° de l'off. à comm.

A2301-150612/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

E6QUE-15-0612

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

QCW-5-38047

Id de l'acheteur - Buyer ID

qcw028

**3. Service Horaire – Première année d'option**

	1er employé (un monteur de lignes première classe)	AIDE	AIDE #2
3.1 Pendant les heures régulières (entre 07H00 et 18H00 du lundi au vendredi)	\$ _____/hre	\$ _____/hre	\$ _____/hre
3.2 En dehors des heures régulières (entre 00H00 et 07H00 et entre 18H00 et 24H00 du lundi au vendredi)	\$ _____/hre	\$ _____/hre	\$ _____/hre
3.3 En dehors des jours réguliers de travail (samedi, dimanche et fêtes Légales)	\$ _____/hre	\$ _____/hre	\$ _____/hre

**4. Service Horaire – Deuxième année d'option**

	1er employé (un monteur de lignes première classe)	AIDE	AIDE #2
4.1 Pendant les heures régulières (entre 07H00 et 18H00 du lundi au vendredi)	\$ _____/hre	\$ _____/hre	\$ _____/hre
4.2 En dehors des heures régulières (entre 00H00 et 07H00 et entre 18H00 et 24H00 du lundi au vendredi)	\$ _____/hre	\$ _____/hre	\$ _____/hre
4.3 En dehors des jours réguliers de travail (samedi, dimanche et fêtes Légales)	\$ _____/hre	\$ _____/hre	\$ _____/hre

**5. Paiement des matériaux de la location et des frais non-couverts par l'appel de service****5.1 Matériaux et pièces de rechange**

Paiement des matériaux et pièces de rechange au prix coûtant plus un pourcentage de majoration pour couvrir les frais et le profit pour l'ensemble des périodes. Sur demande, fournir des pièces justificatives originales du prix coûtant. Se procurer les matériaux et pièces au prix coûtant le plus économique possible. Le représentant du Ministère se réserve le droit de vérifier le prix coûtant auprès du fournisseur.

DESCRIPTION	TAUX
MAJORATION DE:	_____ %

## 5.2 Location d'équipements spécialisés et travaux connexes

L'entrepreneur pourrait devoir louer de l'équipement spécialisé nécessaire dans le cadre de travaux particuliers. Les travaux accessoires (connexes) sont à la fois exclus du devis, de très petite envergure par rapport à l'ensemble de la demande de travail et entièrement exécutés par des sous-traitants. L'Ingénieur se réserve le droit de vérifier le prix auprès de divers fournisseurs.

Facturer chaque item loué au prix soumis par le locateur ou les travaux connexes au prix du sous-traitant (sans taxe) plus un pourcentage de majoration pour couvrir les frais et le profit, pour l'ensemble des périodes. Fournir obligatoirement la facture originale du sous-traitant ou du locateur.

Veuillez indiquer le pourcentage de majoration que vous appliquerez à la location et aux travaux accessoires:

DESCRIPTION	TAUX
MAJORATION DE:	_____ %

## 5.3 Frais de séjour

### Le paiement des frais de repas et de logement ne sont pas couverts par l'appel de service

On paiera à l'entrepreneur les frais autorisés de déplacement et de subsistance, raisonnables et convenables, engagés à l'exécution des travaux effectués sans aucune indemnité supplémentaire pour les frais généraux ou la marge bénéficiaire et qui seront remboursés conformément aux directives du Conseil du Trésor en vigueur lors des voyages (VOIR ANNEXE J) de la Directive du Conseil du Trésor sur les voyages <http://www.tbs-sct.gc.ca/hr-rh/gtla-vgcl/>. La responsabilité d'émettre ou non une avance de voyage au personnel incombe uniquement à l'entrepreneur. Tous les paiements sont assujettis à la vérification gouvernementale. Tout déplacement doit être approuvé au préalable par le représentant du Ministère.

L'entrepreneur doit s'enquérir lui-même des services disponibles sur l'emplacement des travaux et effectuer ses propres réservations.

## **ANNEXE C : Attestations aux fins du Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones**

Un soumissionnaire qui présente, au titre du Programme, une soumission ou une proposition en réponse à un appel d'offres doit remplir et présenter le présent formulaire d'attestation. La non-présentation du formulaire d'attestation entraînera le refus de la proposition pour non-conformité.

1. (i) Je, soussigné, \_\_\_\_\_ (Nom du représentant dûment autorisé de l'entreprise) certifie par la présente que \_\_\_\_\_ (Nom de l'entreprise) satisfait, et continuera de satisfaire pendant toute la durée du contrat, aux exigences du Programme telles qu'elles sont énoncées dans le document ci-joint intitulé « Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones », document que j'ai lu et compris.  
(ii) L'entreprise susmentionnée accepte de faire le nécessaire pour que tout sous-traitant dont les services sont retenus aux fins du contrat respecte, s'il y a lieu, les stipulations énoncées dans les « Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones ».  
(iii) L'entreprise susmentionnée accepte de fournir immédiatement au Canada, sur demande, des renseignements propres à prouver la conformité du sous-traitant avec les exigences du Programme.

**Veillez cocher la case appropriée aux points 2 et 3 ci-dessous :**

3. L'offrant doit cocher la case applicable suivante :
  - i) ( ) L'offrant est une entreprise autochtone à propriétaire unique, une bande, une société à responsabilité limitée, une coopérative, une société de personnes ou un organisme sans but lucratif.  
**OU**
  - ii) ( ) L'offrant est une coentreprise comprenant deux ou plus de deux entreprises autochtones ou une coentreprise entre une entreprise autochtone et une entreprise non autochtone.
4. L'offrant doit cocher la case applicable suivante:
  - i) ( ) L'entreprise autochtone compte moins de six employés à temps plein.  
**OU**
  - ii) ( ) L'entreprise autochtone compte six employés ou plus à temps plein.
5. À la demande du Canada, l'offrant doit présenter tout renseignement et toute preuve justifiant la présente attestation. L'offrant doit s'assurer que cette preuve soit disponible pour examen par un représentant du Canada durant les heures normales de travail, lequel représentant du Canada pourra tirer des copies ou des extraits de cette preuve. L'offrant fournira toutes les attestations nécessaires à ces vérifications.
6. En déposant une offre, l'offrant atteste que l'information fournie par l'offre pour répondre aux exigences plus hautes est exacte et complète.

**Date :** \_\_\_\_\_

**Signature :** \_\_\_\_\_

**Titre (Représentant dûment autorisé de l'entreprise) :** \_\_\_\_\_

**Lieu :** \_\_\_\_\_

**Entreprise :** \_\_\_\_\_

---

## **Extrait de l'Annexe 9.4 : Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones, Guide des approvisionnements.**

### **1. Qui est admissible?**

- a) Une entreprise autochtone, qui peut être
- i. une bande selon la définition de la Loi sur les Indiens,
  - ii. une entreprise individuelle,
  - iii. une société à responsabilité limitée,
  - iv. une coopérative,
  - v. un partenariat,
  - vi. une organisation sans but lucratif,
- dont la propriété et le contrôle sont au moins à 51 p. 100 assurés par des Autochtones,

**OU**

- b) Une coentreprise comprenant deux ou plusieurs entreprises autochtones ou une entreprise autochtone et une entreprise non autochtone, pourvu que la ou les entreprises autochtones détiennent au moins 51 p. 100 des intérêts et du contrôle de la coentreprise.

Si l'entreprise autochtone a au moins six employés à plein temps à la date de la soumission, au moins 33 p. 100 d'entre eux doivent être des Autochtones, et cette proportion doit être maintenue pendant toute la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit certifier dans sa soumission qu'il agit au nom d'une entreprise autochtone ou d'une coentreprise constituée selon les critères définis ci-dessus.

### **2. Y a-t-il d'autres exigences auxquelles doivent se soumettre les soumissionnaires au titre du Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones? Oui**

- a) S'il s'agit d'un contrat (biens, services ou construction) pour lequel une entreprise présente une proposition qui comporte de la sous-traitance, celle-ci doit certifier dans sa soumission qu'au moins 33 p. 100 de la valeur des travaux effectués en vertu du contrat seront réalisés par une ou plusieurs entreprises autochtones. La valeur des travaux effectués correspond à la valeur totale du contrat, moins les matériaux achetés directement par l'entrepreneur pour l'exécution du contrat. Par conséquent, le soumissionnaire doit aviser le sous-traitant ou les sous-traitants, en les y obligeant, au besoin, par écrit, qu'ils doivent respecter les exigences que le Programme de marchés réservés (le Programme) peut imposer au sous-traitant ou aux sous-traitants.
- b) Le contrat du fournisseur avec un sous-traitant doit aussi, s'il y a lieu, comprendre une disposition en vertu de laquelle le sous-traitant accepte de remettre au fournisseur de l'information attestant sa conformité au programme et qui autorise le fournisseur à faire effectuer une vérification par l'État, afin d'examiner les dossiers du sous-traitant dans le but de vérifier l'information fournie. Le fait de ne pas exiger ou de ne pas appliquer ces dispositions équivaut à une rupture de contrat et expose le soumissionnaire aux conséquences civiles dont il est question dans le présent document.

- c) Dans le cadre de sa soumission, l'entreprise doit signer le formulaire d' Attestation concernant les exigences du Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones(l'attestation), déclarant qu'elle :
- i. satisfait aux critères d'admissibilité et continuera de le faire pendant toute la durée du contrat;
  - ii. présente, sur demande, la preuve qu'elle satisfait aux critères d'admissibilité;
  - iii. accepte de faire l'objet d'une vérification concernant l'attestation;
  - iv. reconnaît que s'il est prouvé qu'elle NE satisfait PAS aux critères d'admissibilité, elle sera passible de une ou de plusieurs des conséquences civiles énoncées dans l'attestation et le contrat.

Clauses du Guide des CCUA, Marchés réservés aux entreprises autochtones (2014-11-27) M9030T

**3. Comment l'entreprise doit-elle prouver qu'elle satisfait aux critères d'admissibilité?**

- a) Il n'est pas nécessaire de fournir une preuve d'admissibilité au moment de la présentation de la soumission. Toutefois, l'entreprise doit être prête à fournir cette preuve en cas de vérification.
- b) Les conséquences civiles des fausses déclarations dans les documents de soumission, de la non-conformité avec les exigences du Programme ou de la non-production d'une preuve satisfaisante pour le Canada en ce qui a trait aux exigences du Programme peuvent prendre la forme d'une saisie du dépôt de soumission, du blocage des retenues, de l'interdiction de participer à de nouveaux appels d'offres du Programme et (ou) de la résiliation du contrat. Dans le cas où le contrat serait résilié à cause d'une fausse déclaration ou du non-respect des exigences du Programme, le Canada se réserve le droit de retenir les services d'un autre entrepreneur pour parachever les travaux et tous les frais additionnels assurés par le Canada devront alors, à la demande du Canada, être remboursés par l'entreprise.

**4. Qu'elle sorte de preuve peut être exigée de l'entreprise?**

**a) Propriété et contrôle**

- i. La preuve de propriété et de contrôle exigée d'une entreprise ou d'une coentreprise autochtone peut comprendre les documents de constitution en société, le registre des actionnaires ou des membres, les contrats de société de personnes, les accords de coentreprise, l'enregistrement du nom commercial, les arrangements bancaires, les documents de régie, les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des comités de gestion, ou d'autres documents juridiques.
- ii. La propriété d'une entreprise autochtone désigne la « propriété bénéficiaire », c'est-à-dire la propriété effective de l'entreprise. Le Canada peut examiner divers facteurs pour vérifier si des Autochtones contrôlent vraiment ou effectivement l'entreprise autochtone. (Voir à l' [Appendice A Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones](#) la liste des facteurs que peut examiner le Canada.)

**b) Emploi et employés**

- i. Si l'entreprise autochtone a six employés ou plus à la date de présentation de l'attestation et qu'elle est tenue par le Canada de prouver qu'au moins 33 p. 100 des employés à plein temps sont autochtones, elle doit, à la demande du Canada, présenter immédiatement un Formulaire d'attestation employeur-employé, dûment rempli, pour chaque employé autochtone à plein temps.

ii. Les pièces justificatives à présenter pour prouver qu'un employé travaille à plein temps et pour attester du nombre d'employés à plein temps peuvent comprendre : les registres des salaires, ou les fiches de paie individuelles, les offres d'emploi écrites ou les données sur les salaires conservées pour l'Agence du revenu du Canada, de même que toute information se rapportant à la caisse de retraite ou à d'autres régimes de prestations.

iii. Un employé à plein temps, selon la définition de ce programme, est quelqu'un qui figure sur la liste de paie, a droit à tous les avantages dont bénéficient les autres employés à plein temps dans l'entreprise, tels qu'un régime de pension, des vacances payées et des congés de maladie, et qui travaille au moins 30 heures par semaine. C'est le nombre d'employés à plein temps figurant sur la liste de paie de l'entreprise à la date de présentation de la soumission qui détermine le rapport du nombre d'Autochtones au nombre total d'employés de l'entreprise aux fins de la détermination de l'admissibilité au Programme.

Les propriétaires autochtones et les employés autochtones à plein temps doivent être prêts à prouver leur statut. L'Attestation propriétaire-employé, à remplir par chaque propriétaire autochtone et chaque employé à plein temps autochtone, comprend une déclaration de satisfaction aux critères d'admissibilité et une déclaration de véracité et d'intégralité de l'information. Cette attestation inclut également un consentement à la vérification de l'information présentée.

Clause du Guide des CCUA - Attestation d'un propriétaire/employé - marchés réservés aux entreprises autochtones (2014-11-27) M3030T

## **5. Contrats de sous-traitance**

- a) La justification du pourcentage des travaux effectués par les sous-traitants peut se faire au moyen des contrats conclus entre l'entrepreneur et les sous-traitants, des factures et des paiements par chèque.
- b) Les pièces à produire pour prouver qu'un sous-traitant est une entreprise autochtone (lorsque cela est nécessaire pour respecter la teneur autochtone minimum du contrat) sont les mêmes que celles que doit présenter l'entrepreneur principal pour prouver qu'il représente une entreprise autochtone.

## **6. Définition d'un Autochtone aux fins du programme de marchés réservés aux entreprises autochtones?**

- a) Un Autochtone est un Indien, un Métis ou un Inuit qui réside ordinairement au Canada.
- b) Les pièces à produire comme preuve du statut d'Autochtone sont notamment les suivantes :
- i. inscription comme Indien du Canada;
  - ii. appartenance à un groupe affilié au Metis National Council ou au Congrès des peuples autochtones, ou à toute autre organisation autochtone reconnue au Canada;
  - iii. acceptation à titre d'Autochtone par une collectivité autochtone établie au Canada;
  - iv. inscription ou droit à l'inscription au titre d'une entente de règlement d'une revendication territoriale globale;
  - v. appartenance ou droit d'appartenance à un groupe visé par des revendications territoriales globales acceptées;

Comme preuve de résidence au Canada, on peut produire un permis de conduire provincial ou territorial, un bail ou tout autre document pertinent.

Standing Offer No – N° de l'off. à comm.  
A2301-150612/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E6QUE-15-0612

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
QCW-5-38047

Id de l'acheteur - Buyer ID  
qcw028

**ANNEXE «D»**  
**ATTESTATION D'ASSURANCE**  
(N'est pas requise lors du dépôt de soumission)



Travaux publics et  
Services gouvernementaux  
Canada

Public Works and  
Government Services  
Canada

Page 1 de 2

Description et emplacement des travaux	N° de contrat. A2301-150612/001/QCW
<b>ENTRETIEN ET RÉPARATION DU RÉSEAU ÉLECTRIQUE – LAC RAPIDE</b>	N° de projet

Nom de l'assureur, du courtier ou de l'agent postal	Adresse (N°, rue)	Ville	Province	Code
---	-------------------	-------	----------	------

Nom de l'assuré (Entrepreneur) Postal	Adresse (N°, rue)	Ville	Province	Code
--	-------------------	-------	----------	------

Assuré additionnel

**Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux**

Genre d'assurance	Compagnie et N° de la police	Date d'effet J / M / A	Date d'expiration J / M / A	Plafonds de garantie		
<b>Responsabilité civile des entreprises</b>				Par sinistre	Global annuel	Global - Risque après travaux
				\$	\$	\$
<b>Responsabilité complémentaire/exc édentaire.</b>				\$	\$	\$

J'atteste que les polices ci-dessus ont été émises par des assureurs dans le cadre de leurs activités d'assurance au Canada et que ces polices sont présentement en vigueur, comprennent les garanties et dispositions applicables de la page 2 de l'Attestation d'assurance, incluant le préavis d'annulation ou de réduction de garantie.

--	--

Nom de la personne autorisée à signer au nom de(s) (l')assureur(s) (Cadre, agent, courtier)

Numéro de téléphone

Signature

Date J / M / A



**Généralités**

Les polices exigées à la page 1 de l'Attestation d'assurance doivent être en vigueur et doivent inclure les garanties énumérées sous le genre d'assurance correspondant de cette page-ci.

Les polices doivent assurer l'entrepreneur et doivent inclure, en tant qu'assuré additionnel, Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.

Les polices d'assurance doivent comprendre un avenant prévoyant la transmission au Canada d'un préavis écrit d'au moins trente (30) jours en cas d'annulation de l'assurance ou de toute réduction de la garantie d'assurance.

Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

**Responsabilité civile des entreprises**

La garantie d'assurance fournie ne doit pas être substantiellement inférieure à la garantie fournie par la dernière publication du formulaire BAC 2100.

La police doit inclure ou avoir un avenant pour l'inclusion d'une garantie pour les risques et dangers suivants si les travaux y sont assujettis :

- a) Dynamitage.
- b) Battage de pieux et travaux de caisson.
- c) Reprise en sous-œuvre.
- d) Enlèvement ou affaiblissement d'un support soutenant toute structure ou terrain, que ce support soit naturel ou non, si le travail est exécuté par l'entrepreneur assuré.

La police doit comporter:

- a) un « Plafond par sinistre » d'au moins **5 000 000 \$**;
- b) un « Plafond global général » d'au moins **10 000 000 \$** par année d'assurance, si le contrat d'assurance est assujetti à une telle limite.
- c) un « Plafond pour risque produits/après travaux » d'au moins **5 000 000 \$**.

Une assurance responsabilité complémentaire ou excédentaire peut être utilisée pour atteindre les plafonds obligatoires.



## **ANNEXE F**

### **ATTESTATION VOLONTAIRE À L'APPUI DU RECOURS AUX APPRENTIS**

1. Pour les encourager à participer à la formation d'apprentis, on demande aux employeurs qui soumissionnent pour des contrats de construction ou d'entretien de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) de signer une attestation volontaire, attestation signalant leur engagement à embaucher et former des apprentis.
2. Le Canada doit composer avec des pénuries de main-d'œuvre dans divers secteurs et dans diverses régions, en particulier dans des métiers spécialisés. Faciliter l'acquisition de compétences et la formation chez les Canadiens est une responsabilité partagée. Dans le Plan d'action économique (PAE) de 2013, le gouvernement du Canada a pris l'engagement de faciliter l'utilisation d'apprentis dans le cadre des contrats fédéraux de construction et d'entretien. Les fournisseurs ont un rôle important à jouer au titre du soutien des apprentis, à savoir les embaucher et les former. On les encourage à attester qu'ils proposent des possibilités d'emploi à des apprentis dans le cadre de leurs relations d'affaires avec le gouvernement du Canada.
3. Par l'entremise du Plan d'action économique de 2013 et de son appui aux programmes de formation, le gouvernement du Canada encourage les Canadiens à faire l'apprentissage de métiers spécialisés et à y faire carrière. En outre, le gouvernement offre un crédit d'impôt aux employeurs afin de les encourager à embaucher des apprentis. Vous trouverez de l'information à propos de ces mesures fiscales administrées par l'Agence du revenu du Canada dans son site Web à [www.cra-arc.gc.ca](http://www.cra-arc.gc.ca). Les employeurs sont aussi invités à se renseigner à propos de l'information et des mesures de soutien additionnelles dont ils pourraient tirer profit auprès de leur autorité provinciale ou territoriale en matière d'apprentissage.
4. Les attestations signées aideront à mieux comprendre comment les entrepreneurs utilisent des apprentis dans le cadre de contrats fédéraux de construction et d'entretien et pourraient éclairer l'élaboration, dans l'avenir, de nouvelles politiques et de nouveaux programmes.
5. L'entrepreneur atteste ce qui suit :

*En vue de contribuer à la satisfaction de la demande en travailleurs qualifiés, l'entrepreneur convient de déployer et d'exiger de ses sous-traitants qu'ils déploient des efforts commerciaux raisonnables pour embaucher et former des apprentis inscrits, de s'efforcer d'utiliser pleinement les ratios compagnon/apprenti<sup>1</sup> autorisés et de respecter toutes les exigences liées à l'embauche prescrites dans les lois provinciales et territoriales.*

*1 Le ratio compagnon/apprenti, c'est le nombre de compagnons qualifiés/agrérés qu'un employeur doit employer dans une profession ou un métier désigné afin d'être admissible à inscrire un apprenti conformément à la législation, aux règlements, aux directives d'orientation ou aux arrêtés provinciaux/territoriaux émis par les autorités ou les organismes responsables.*

L'entrepreneur consent, par la présente, à ce que cette information soit recueillie et conservée par TPSGC et Emploi et Développement social Canada en vue d'appuyer la compilation de données sur l'embauche et la formation d'apprentis dans le cadre fédéraux de construction et d'entretien.

*(Si vous acceptez, veuillez apposer votre signature à la page suivante)*

*Avis; L'entrepreneur sera appelé à compléter à tous les six mois ou à la fin des travaux un rapport tel qu'inclus à l'annexe C « Rapport volontaire d'apprentis employés pendant les contrats ».*

Standing Offer No – N° de l’off. à comm.  
A2301-150612/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E6QUE-15-0612

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
QCW-5-38047

Id de l'acheteur - Buyer ID  
qcw028

---

*Nom:* \_\_\_\_\_

*Signature:* \_\_\_\_\_

*Nom de la compagnie:* \_\_\_\_\_

*Dénomination sociale:* \_\_\_\_\_

*Numéro de l'invitation à soumissionner:* \_\_\_\_\_

*Nombre d'employés de l'entreprise:* \_\_\_\_\_

*Nombre planifié d'apprentis qui travailleront sur ce contrat:* \_\_\_\_\_

*Métiers spécialisés de ces apprentis;*

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

**ANNEXE G**  
**RAPPORT VOLONTAIRE D'APPRENTIS EMPLOYÉS PENDANT LES**  
**CONTRATS (exemple)**

*(Ce rapport volontaire n'est pas requis lors du dépôt de soumission)*

L'entrepreneur devrait compiler et tenir à jour des données sur le nombre d'apprentis ayant été embauchés pour travailler sur le contrat, ainsi que leur métier spécialisé.

L'entrepreneur devrait fournir ces données conformément au format ci-dessous. Si aucun apprenti n'a été embauché pendant la durée du contrat, l'entrepreneur devrait soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données devraient être présentées à l'autorité contractante au plus tard six mois après l'octroi du contrat ou à la fin du contrat, selon la première éventualité.

Nombre d'apprentis embauchés	Métier spécialisé

(Ajouter des lignes au besoin)